

Syndicat National des Personnels de Direction de l'Éducation Nationale

La communication instantanée de notre organisation syndicale

Monsieur le Ministre, les personnels de direction demandent des consignes claires pour faire appliquer le principe de laïcité à l'École!

Alors que nous commémorons la disparition de Samuel Paty, assassiné le 16 octobre 2020 devant son collège, la laïcité, et l'application de ses principes à l'École, font encore l'objet de nombreuses controverses.

Devant l'augmentation significative, rapportée par les médias en ce début d'année scolaire, mais aussi depuis le printemps dernier, des entorses observées, parmi lesquelles le port de certaines tenues, en particulier l'abaya et le qamis, devant et suite à l'alerte du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR), fin août 2022, un courrier a été adressé aux recteurs et rectrices par le Ministère.

Mais, malheureusement, ce courrier ne répond en rien à nos préoccupations!

Ainsi, voici ce qu'il est conseillé de faire aux personnels de direction, pour pouvoir intervenir auprès des élèves contrevenants : « afin de déterminer si le signe ou la tenue que porte l'élève démontre son choix de manifester une appartenance religieuse, plusieurs éléments d'appréciation peuvent être pris en compte, dont la permanence du port du signe ou de la tenue, la persistance du refus de l'ôter quelles que soient les circonstances. Le fait qu'il s'agisse de tenues traditionnelles portées lors de fêtes religieuses constitue un élément d'appréciation de la manifestation ostensible de convictions religieuses. »

Quelle méconnaissance du monde bien réel dans le lequel vivent les EPLE, les élèves, leurs parents et les personnels !

Et, parce qu'il y aura toujours une brèche pour celles et ceux qui voudront contourner la loi, qui voudront la détourner, ou qui refuseront de s'y soumettre, il faut que cette loi soit claire et applicable!

C'est pourquoi le SNPDEN-UNSA, réuni en conférence nationale le 12 octobre 2022, a décidé d'alerter le Ministre, l'enjoignant de donner une consigne claire et réaliste permettant aux personnels de direction d'exercer sereinement leurs missions sans éprouver, une fois de plus, le terrible sentiment d'être les seuls à gérer, sur le terrain, un problème que toutes et tous se renvoient.

Courrier au ministre

Bruno BOBKIEWICZ, Secrétaire général